



Arrêt

n° 219 479 du 4 avril 2019
dans l'affaire X / I

En cause : X
agissant en qualité de tuteur de
X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA X^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 13 juillet 2018 par X agissant en qualité de tuteur de X, qui déclare être de nationalité afghane, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 11 juin 2018.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 20 février 2019 convoquant les parties à l'audience du 26 mars 2019.

Entendu, en son rapport, O. ROISIN, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, le requérant assisté par Me E. BYUMA *loco* Me K. VERSTREPEN, avocat, et S. ROUARD, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

I. L'acte attaqué

1. Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

«A. Faits invoqués

*Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité afghane, d'origine ethnique hazara, de religion musulmane et d'obédience chiite. Vous provenez du quartier du Qali Shohda à Kaboul. Vous quittez l'Afghanistan durant l'hiver 2015 et vous arrivez en Belgique durant le mois de février 2016. En date du 11 février 2016, vous introduisez une demande de protection internationale auprès de l'Office des étrangers (ci-après OE). À l'appui de celle-ci, vous invoquez les éléments suivants :
Votre père ne travaille pas et il est dépendant de la drogue. Afin de consommer de la drogue, il bat votre mère pour prendre son argent.*

Un jour, votre père vous annonce qu'il a trouvé un travail pour vous auprès d'une de ces connaissances qui vend de la drogue. Cette personne se prénomme Shafiq. Vous devez transporter de la drogue à vélo pour cet individu. Les vendredis, vous devez également faire le bacha bazi pour lui, c'est-à-dire que vous devez danser déguisé en fille devant un groupe de personnes.

Un jour, vous allez voir deux policiers et vous les informez que Shafiq abuse sexuellement de vous. Ils en informent Shafiq qui vous bat.

Une nuit, Shafiq approche une bouteille près de votre nez. Vous vous évanouissez. Lorsque vous vous réveillez le lendemain matin, vous avez mal à la tête.

Après avoir travaillé durant sept mois pour Shafiq, vous parlez à votre mère qui vous dit que vous devez quitter le pays. Vous demandez deux jours de congé à Shafiq en prétextant que votre mère est malade. Vous quittez ensuite le pays.

Vous ne présentez aucun document à l'appui de votre demande de protection internationale.

B. Motivation

Relevons tout d'abord que le Commissariat général estime, au vu de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, que certains besoins procéduraux spéciaux peuvent être retenus en ce qui vous concerne.

Il ressort en effet de vos déclarations que vous êtes un mineur étranger non accompagné. Afin d'y répondre adéquatement, des mesures de soutien ont été prises en ce qui vous concerne dans le cadre du traitement de votre demande au Commissariat général. Plus précisément, un tuteur a été désigné et vous a assisté au cours de la procédure d'asile ; votre entretien personnel a été mené par un officier de protection spécialisé et qui a suivi une formation spécifique au sein du Commissariat général quant à l'entretien avec des mineurs de manière professionnelle et adéquate ; votre entretien personnel s'est déroulé en présence de votre tuteur et de votre avocat, qui ont eu la possibilité de formuler des observations et de déposer des pièces ; il a été tenu compte de votre jeune âge et de votre maturité dans l'évaluation de vos déclarations, de même que de la situation générale dans votre pays d'origine.

Compte tenu de ce qui précède, il peut être raisonnablement considéré, dans les circonstances présentes, que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Ensuite, force est de constater que vous ne fournissez pas d'indications permettant d'établir que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou que vous pouvez invoquer ladite crainte dans le cas d'un éventuel retour dans votre pays. Vous n'avez pas non plus fourni de motifs sérieux qui prouvent le risque réel que vous subissiez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire.

En effet, à l'appui de votre demande de protection internationale, vous déclarez que votre père est accro au stupéfiant et qu'il vous obligeait à travailler en tant que Bacha Bazi et à transporter de la drogue (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18/04/2018, pp. 4-5). Cependant, les nombreuses lacunes de votre récit empêchent le Commissariat général d'accorder le moindre crédit à vos dires.

D'emblée, remarquons que lors de l'introduction de votre demande d'asile auprès de l'Office des étrangers, lorsqu'on vous demande d'exposer les motifs pour lesquels vous avez immigré en Belgique, vous expliquez que vos parents vous ont envoyé ici à cause de la guerre en Afghanistan (Cf. Fiche niet-begeleide minderjarige vreemdeling, p. 3). Confronté à cette divergence fondamentale, vous soutenez avoir mentionné vos problèmes la première fois que vous vous êtes présenté (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, p. 19). Cette constatation jette directement le doute sur la crédibilité de votre récit et l'absence de crédibilité de vos dires se voit confirmée par les éléments suivants.

Premièrement, le Commissariat général ne peut considérer vos propos relatifs aux addictions de votre père comme crédibles. Ainsi, vous relatez tout d'abord à plusieurs reprises que votre père consomme du haschisch (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, p. 4,6 et 11). Ensuite, interrogé sur

l'aspect du haschisch, vous expliquez qu'il s'agit d'une poudre blanche et puis vous relatez que c'est une sorte de pavot (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, p. 11). Par après, vous avancez que votre père consomme de la cocaïne et non du haschisch (ibidem). Ces nombreuses divergences et incohérences dans vos propos nuisent fortement à la crédibilité de ceux-ci. En outre, alors que vous déclarez que votre père vient la plupart du temps avec les deux mêmes personnes pour consommer de la drogue à votre domicile, vous ne savez guère préciser qui sont ces individus et vous n'êtes pas en mesure de donner la moindre information les concernant si ce n'est qu'ils se laissaient pousser la barbe (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, p. 12). Ce manque de consistance dans vos déclarations conforte le CGRA dans sa conviction selon laquelle vos propos sur les assuétudes de votre père ne sont pas crédibles.

Deuxièmement, invité à décrire en détails un moment spécifique où votre père s'est montré violent à l'encontre de votre mère, vous relatez qu'un jour il a demandé de l'argent à votre mère alors qu'il buvait du thé. Vous expliquez ensuite que lorsque votre mère lui a dit qu'elle n'avait pas d'argent, il a mis un coup de pied dans les verres et il a commencé à frapper votre mère sans donner davantage de détails (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, p. 13). Questionné afin de savoir quand cet événement a eu lieu, vous répondez que vous ne savez pas car c'est arrivé tellement de fois vu que lorsque votre père revient à la maison, la première chose qu'il fait, c'est demander un thé et puis après c'est toujours la même chose qui arrive (ibidem). Lorsque l'officier de protection vous demande alors de raconter en détails un autre événement violent, vous tenez à nouveau des propos généralisant en expliquant que chaque fois qu'il venait, il demandait de l'argent et il frappait votre mère (ibidem). Le CGRA constate que votre laconisme et votre réticence à fournir des détails sur des événements profondément marquants dans votre vie ne peuvent valablement être justifiés, et entachent la crédibilité de vos déclarations relatives au caractère violent de votre père.

Troisièmement, le CGRA relève des divergences entre les propos que vous avez tenus devant les services de l'Office des étrangers et ceux que vous avez tenus au CGRA concernant le moment où votre père vous annonce que vous devez travailler chez Shafiq. Ainsi, lors de votre audition à l'OE, vous expliquez que votre père était souvent en conflit avec les producteurs de stupéfiants car il avait des dettes envers eux (Cf. questionnaire CGRA du 29 juillet 2017, p. 2). Vous poursuivez en mentionnant qu'un jour, il est rentré blessé à la maison car ces gens l'avaient frappé et qu'il vous a dit que vous deviez travailler le lendemain (ibidem). Ensuite, vous avancez qu'il vous a amené le lendemain chez les personnes qui l'ont frappé afin que vous travailliez (ibidem). Or, lors de votre audition au Commissariat général, vous mentionnez que votre père s'est battu une seule fois avec les gens qui lui fournissaient de la drogue et que cela s'est déroulé longtemps avant que vous ne deviez travailler lorsque vous alliez toujours à l'école (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, pp. 13-14). Vous précisez également que votre père ne vous a rien demandé de spécial après s'être fait frappé et qu'il ne s'est rien passé de particulier le jour où votre père vous a annoncé que vous deviez travailler (ibidem). Partant, ces divergences fondamentales entre vos déclarations successives amènent le Commissariat général à considérer que vos propos relatifs à la manière dont votre père vous a obligé à travailler ne sont aucunement crédibles.

Quatrièmement, vos déclarations relatives à votre travail à proprement parler ne sont pas davantage crédibles selon les CGRA. Ainsi, vous expliquez que cinq personnes venaient régulièrement sur votre lieu de travail durant la nuit jouer aux cartes et que deux policiers venaient également souvent (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, p. 15). Cependant, le CGRA observe que vous n'êtes pas en mesure de donner la moindre information concernant ces cinq personnes et ces deux policiers si ce n'est que ces derniers étaient tous deux des commandants et que l'un d'eux portait un uniforme de soldat (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, pp. 15-16). De même, vous ne pouvez également fournir aucune information à propos de Shafahim à qui vous avez pourtant livré de la drogue de nombreuses fois selon vos déclarations (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, p. 16). Ce manque de consistance dans vos déclarations et votre incapacité à fournir des détails sur des éléments pourtant centraux dans votre récit ne permettent pas au CGRA d'attester de la réalité de votre travail avec Shafiq.

Cinquièmement, le CGRA constate que votre laconisme se poursuit lorsqu'il s'agit de parler des moments où vous deviez faire le bacha bazi. Ainsi, le CGRA observe que vous ne pouvez pas fournir de détails à propos des gens pour qui vous deviez danser et que possédaient également d'autres bacha (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, pp. 17-18). De même, vous ne savez donner

aucune information sur les autres danseurs qui dansaient avec vous (*ibidem*). En outre, alors que vous affirmez avoir dansé lors de deux mariages d'amis de Shafiq, vous n'êtes guère en mesure de préciser qui étaient ces amis (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, p. 18). Enfin, questionné sur un fait marquant qui s'est déroulé lorsque vous deviez faire le bacha bazi, vous expliquez que le premier jour où Shafiq vous a demandé de danser, il vous a donné une gifle que vous n'oublierez jamais (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, p. 18). Lorsque l'officier de protection vous demande de raconter un autre événement marquant étant donné que vous avez dansé pendant sept mois, vous ne parvenez pas à en dire davantage (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, pp. 18-19). Dès lors, une fois de plus, votre laconisme et votre réticence à fournir des détails sur des faits que vous avez personnellement vécus entachent fortement votre crédibilité.

Sixièmement, le CGRA constate que lors de votre audition à l'OE, vous avez déclaré avoir été scolarisé jusqu'au 7ème niveau (Cf. déclaration, p. 4). Or, lors de votre entretien au CGRA, vous expliquez avoir été à l'école jusqu'au 4ème ou 5ème niveau (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, p. 7). En outre, il importe également de constater qu'au début de votre entretien au CGRA, vous avez déclaré ne pas savoir comment votre mère a payé votre voyage jusqu'en Turquie (Cf. notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, p. 9). Plus tard, lorsque l'officier de protection vous fait part de son étonnement étant donné que le phénomène de bacha bazi se déroule souvent dans les milieux très pauvres, vous modifiez vos déclarations en expliquant que votre mère vous a dit qu'elle a emprunté de l'argent à votre oncle maternel (Cf. Notes de l'entretien personnel du 18 avril 2018, pp. 19-20). Le Commissariat général estime que ces contradictions sont des indices supplémentaires de l'absence de crédibilité générale de vos déclarations.

En conclusion, bien que vous soyez mineur – ce dont il a été tenu compte tout au long de votre procédure d'asile – au vu des éléments relevés précédemment, le Commissariat général ne peut considérer vos problèmes en Afghanistan comme crédibles. Partant, vous n'êtes pas parvenu à convaincre le Commissariat général que vous avez une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 en cas de retour en Afghanistan.

Dès lors que les faits allégués à la base de votre demande de protection internationale ne sont pas tenus pour crédibles, il n'existe, en effet, pas de « sérieux motifs de croire » que vous « encourriez un risque réel » de subir, en raison de ces mêmes faits, « la peine de mort ou l'exécution » ou « la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants [...] dans votre pays d'origine », au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b), de ladite loi.

Outre la reconnaissance du statut de réfugié aux ressortissants afghans présentant un profil à risque, les demandeurs d'asile afghans peuvent se voir accorder un statut de protection subsidiaire, si la violence aveugle dans le cadre du conflit armé qui affecte leur pays d'origine atteint un niveau tel qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'un civil qui retourne dans ce pays ou, le cas échéant, dans la région concernée, y courra, du seul fait de sa présence, un risque réel d'atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980. Les demandeurs d'une protection internationale d'un grand nombre de régions d'Afghanistan reçoivent la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 § 2 c) de la loi du 15 décembre 1980, sur la base de la situation générale dans leur région; dans la mesure où ils établissent de manière plausible qu'ils sont réellement originaires de cette région, qu'ils ont évolué dans ce contexte et pour autant qu'il n'existe pas de véritable possibilité de fuite interne.

Dans son évaluation de la situation sécuritaire actuelle en Afghanistan, le CGRA prend en compte le rapport « UNHCR Eligibility Guidelines for assessing the international protection needs of asylum-seekers from Afghanistan » du 19 avril 2016. Bien qu'il fasse état d'une détérioration des conditions de sécurité en 2015 et d'un accroissement du nombre de victimes civiles et du nombre d'incidents de sécurité sur l'ensemble du territoire afghan, ce rapport confirme que la situation sécuritaire en Afghanistan présente toujours des différences régionales. De surcroît, l'UNHCR ne recommande nulle part dans ce rapport d'accorder une forme complémentaire de protection à tout demandeur d'asile afghan du fait de la situation sécuritaire générale dans le pays. L'UNHCR insiste au contraire sur le fait que chaque demande de protection internationale doit être évaluée sur la base de ses éléments constitutifs.

Compte tenu du caractère fluctuant du conflit en Afghanistan, il convient d'examiner minutieusement chaque demande d'asile d'un ressortissant afghan et ce, à la lueur, d'une part, des éléments de preuve apportés par le demandeur concerné et, d'autre part, des informations actuelles et fiables sur la situation en Afghanistan.

L'UNHCR note que les demandeurs d'une protection internationale originaires de régions affectées par le conflit (conflict-affected areas) peuvent avoir besoin d'une protection dans la mesure où ils courent le risque d'être exposés à une menace grave et individuelle pour leur vie ou leur personne en raison d'une violence aveugle. En ce qui concerne l'examen de la situation sécuritaire dans les régions qui connaissent un conflit actif, l'UNHCR recommande de prendre en considération les éléments objectifs suivants afin de déterminer s'il s'agit d'une violence aveugle et généralisée : (i) le nombre de civils victimes de la violence aveugle, notamment les attentats à la bombe, les attaques aériennes et les attentats suicide; (ii) le nombre d'incidents liés au conflit; et (iii) le nombre de personnes qui ont été déplacées en raison du conflit. L'UNHCR souligne que le nombre de victimes civiles et le nombre d'incidents de sécurité sont des indicateurs importants pour déterminer l'intensité du conflit en cours en Afghanistan. Dans les informations objectives dont dispose le Commissariat général, il est tenu compte des aspects précités lors de l'évaluation de la situation sécuritaire en Afghanistan. D'autres indicateurs sont également pris en compte, en premier lieu lors de l'examen du besoin individuel de protection, mais aussi lors de l'évaluation du besoin de protection découlant de l'insécurité dans la région d'origine, lorsque les indicateurs mentionnés cidessus ne suffisent pas pour évaluer le risque réel pour les civils.

Il ressort de l'analyse de la situation sécuritaire fournie par l'UNHCR que la sécurité s'est détériorée en Afghanistan depuis 2013, mais il apparaît d'autre part que le niveau de la violence et l'impact du conflit varient toujours fortement d'une région à l'autre. Ces différences régionales très marquées sont caractéristiques du conflit en Afghanistan. Pour ces raisons, il convient non seulement de tenir compte de la situation actuelle dans votre pays d'origine, mais aussi de la situation sécuritaire dans la région d'où vous êtes originaire. Étant donné vos déclarations quant à votre région d'origine, il convient en l'espèce d'évaluer les conditions de sécurité dans la ville de Kaboul.

Il ressort d'une analyse détaillée de la situation sécuritaire (voir dans le dossier administratif le rapport « EASO Country of Origin Information Report : Afghanistan Security Situation » de décembre 2017) que les forces de sécurité nationales et internationales sont omniprésentes dans la ville. Il apparaît également que le gouvernement, l'Armée nationale afghane (ANA) et la Police nationale afghane (ANP) maîtrisent relativement bien la situation à Kaboul. Comme pratiquement tous les chefs-lieux de province, la capitale est fermement tenue par les autorités et elle est relativement sûre. En raison de la forte concentration de bâtiments gouvernementaux, d'organisations internationales, d'ambassades et de services de sécurité internationaux et nationaux, la situation sécuritaire à Kaboul est différente de celle que l'on observe dans la plupart des autres provinces et districts afghans. Les violences qui se produisent dans la capitale peuvent pour l'essentiel être attribuées à l'activité d'éléments hostiles au gouvernement (anti-government elements), qui y commettent notamment des attentats complexes. Les attentats commis durant la période de référence s'inscrivent dans la tendance observée ces dernières années à Kaboul, à savoir des attentats coordonnés et complexes contre des cibles « très en vue » et visant la présence internationale et le gouvernement afghan. La violence dans la capitale prend donc surtout pour cible les Afghan National Security Forces (ANSF), les fonctionnaires et la présence étrangère (diplomatique). Bien que nombre de ces attentats se produisent sans qu'il soit tenu compte d'éventuels « dommages collatéraux » parmi les civils, il apparaît clairement que les civils afghans ne sont pas les principales cibles des insurgés à Kaboul. À partir de 2016, l'EI a toutefois commis quelques attentats de grande ampleur contre la minorité chiite à Kaboul. Des attentats aveugles faisant de nombreuses victimes civiles, sans que l'on ne puisse déterminer la cible visée, ne sont pas commis dans la ville. Cette tendance se maintient actuellement encore. L'impact des attentats décrits ci-dessus n'est cependant pas de nature à contraindre les habitants à quitter la ville. Au contraire, la ville est un refuge pour les civils qui fuient les violences dans les autres districts et provinces.

Bien que des attentats complexes soient assez régulièrement commis à Kaboul, l'on ne peut parler de situation de « combat ouvert », ni d'affrontements prolongés ou ininterrompus. Dans le cadre de la marge d'appréciation dont il dispose en la matière, le Commissaire général est arrivé à la conclusion, après une analyse approfondie des informations disponibles et compte tenu des constatations qui précèdent, qu'il n'existe pas actuellement, dans la ville de Kaboul, de risque réel pour un civil d'être exposé à une menace grave contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé.

Les civils ne courent donc pas actuellement à Kaboul de risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 §2 c de la loi du 15 décembre 1980. Vous n'avez fourni aucune information en sens contraire.

Vous n'avez pas apporté la preuve que vous seriez personnellement exposé(e), en raison d'éléments propres à votre situation personnelle, à un risque réel découlant de la violence aveugle à Kaboul. Le

CGRA ne dispose pas non plus d'éléments indiquant qu'il existe des circonstances vous concernant personnellement qui vous feraient courir un risque accru d'être victime d'une violence aveugle.

Les remarques de votre avocate communiquées par email en date du 29 mai 2018 ne sont pas en mesure de modifier le sens de la présente décision. Ainsi, contrairement à votre avocat, le Commissariat général estime que votre récit n'est pas crédible pour les raisons qui ont été exposées précédemment. En outre, concernant la drogue que votre père consommait, le CGRA estime que les contradictions entre vos déclarations successives sont pertinentes étant donné que votre jeune âge au moment des faits ne vous dispense pas de l'obligation de tenir des propos cohérents et consistants. Enfin, les commentaires relatifs à votre âge et à l'éventuelle protection des autorités afghanes ne sont pas pertinents étant donné qu'aucune mention de ces éléments n'est faite dans la présente décision.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. J'attire l'attention du Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile sur le fait que vous êtes mineur(e) et que par conséquent, vous devez bénéficier de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, ratifiée par la Belgique. »

II. Le cadre juridique de l'examen du recours

2.1. Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il

« soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...] Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...] » (Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

2.2. Le Conseil est la seule juridiction compétente pour connaître des recours contre les décisions prises par le Commissaire général en application de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2011/95/UE »). A ce titre, il doit exercer sa compétence de manière à satisfaire à l'obligation d'offrir un « recours effectif devant une juridiction » au sens de l'article 46 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2013/32/UE »).

A cet égard, l'article 46, § 3, de cette directive impose aux Etats membres de veiller « à ce qu'un recours effectif prévoie un examen complet et ex nunc tant des faits que des points d'ordre juridique, y compris, le cas échéant, un examen des besoins de protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE ». Certes, cette disposition n'est pas transposée dans ces termes dans la législation belge, mais il convient de rappeler que lorsqu'elles appliquent le droit interne et, notamment, les dispositions d'une réglementation spécifiquement adoptée aux fins de mettre en œuvre les exigences d'une directive, les juridictions nationales sont tenues d'interpréter le droit national dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat visé par celle-ci et, partant, de se conformer à l'article 288, troisième alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommé le « TFUE ») (CJUE, affaires jointes C-397/01 à C-403/01, Pfeiffer e.a. du 5 octobre 2004, § 113).

Il s'ensuit que lorsqu'il procède à l'examen d'un recours introduit sur la base de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil est tenu d'interpréter la loi de manière à se conformer aux exigences d'un examen complet et ex nunc découlant de l'article 46, § 3, de la directive 2013/32/UE.

III. Les nouveaux éléments

3.1. En annexe de son recours, la partie requérante communique plusieurs documents :

- un rapport EASO extrait du site Internet www.refworld.org « Afghanistan security situation update mai 2018 »
- un rapport UN Security Council « The situation in Afghanistan and its implication for international peace and security » daté du 27 février 2018
- un rapport d'Amnesty International extrait du site Internet www.amnesty.org « Forced back to danger. Asylum seekers returned from Europe to Afghanistan » daté d'octobre 2017

3.2. A l'audience, la partie défenderesse transmet par le biais d'une note complémentaire le document suivant :

- COI Focus Afghanistan « Security situation in Kabul City, 24 avril 2018 »

3.3. Le dépôt de ces pièces est conforme aux conditions des articles 39/62 et 39/76 de la loi du 15 décembre 1980. En conséquence, le Conseil les prend en considération.

IV.1. Thèse de la partie requérante

4.1. La partie requérante prend un premier moyen tiré de la « violation de :

- l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés
- des articles 48/2 à 48/5, 57/7, 57/7bis, 57/7ter et 62 de la Loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « loi des étrangers »)
- l'article 9 de la directive 2004/83/CE du Conseil, du 29 avril 2004, concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts (ci-après « directive qualification »)
- l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales
- l'obligation de motivation générale, le principe de vigilance et du raisonnable, les principes de bonne administration, et les articles 2 et 3 de la Loi du 29 juillet 1991 concernant la motivation formelle des actes administratifs ».

4.2. En substance, elle fait grief à la partie défenderesse d'avoir mal apprécié les déclarations du requérant quant à la consommation de drogue par son père et en ce qui concerne les agressions de sa mère par son père. La partie requérante conteste également, dans des propos fort généraux, les contradictions relevées par le Commissaire général en ce qui concerne le moment où le père du requérant lui annonce qu'il va devoir travailler pour un trafiquant de drogue. Elle remet également en cause l'appréciation des déclarations du requérant relatives à son travail de « Bacha Bazi » et quant aux personnes le forçant à travailler. Elle relève également que « ca ne peut pas être étonnant que le requérant a réussi à voyager jusqu'à ici en sachant qu'il était très pauvre et qu'il était obligé de faire le bacha bazi. Dans ce cas, personne qui était un victime de Basha Bazi peut fuir à Belgique. Par ailleurs, le requérant a expliqué comment sa mère a payé son voyage [...] ».

4.3. La partie requérante prend également un deuxième moyen tiré de la « violation de

- l'article 48/4 c de la Loi des étrangers et de la Directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de la protection accordée (protection subsidiaire) ;
- Violation du devoir de motivation matérielle, au moins la possibilité de contrôler la motivation matérielle. ».

4.4. En substance, contrairement aux conclusions de la partie défenderesse, elle estime que la situation actuelle dans la région d'origine du requérant est telle « [...] qu'il existe un risque réel d'une grave menace contre la vie ou la personne des civils en raison de la violence arbitraire. La situation sécuritaire n'est aucunement stable et est très précaire. Ceci résulte suffisamment des informations objectives. ».

4.5. Dans son dispositif, le requérant demande la réformation de l'acte attaqué et de lui reconnaître le statut de réfugié ou à défaut le statut de protection subsidiaire. A titre subsidiaire, il sollicite l'annulation de la décision querellée.

5. Question préalable

5.1. Concernant l'invocation de la violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme en cas de retour de la partie requérante dans son pays d'origine, le Conseil souligne que le champ d'application de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève, et de l'article 48/4, § 2, b, de la loi du 15 décembre 1980, est couvert par ledit article 3. Sous réserve de l'application des articles 55/2 et 55/4 de ladite loi, l'examen d'une éventuelle violation de cette disposition dans le cadre de l'application desdits articles de la loi précitée se confond dès lors avec l'évaluation qui est faite par les instances d'asile du bien-fondé de la demande d'asile. Ce moyen n'appelle en conséquence pas de développement séparé. En tout état de cause, le seul fait de ne pas reconnaître à une personne la qualité de réfugié ou de ne pas lui accorder le statut de protection subsidiaire n'implique pas en soi le renvoi de cette personne en son pays d'origine, ni ne saurait, en soi, constituer une violation de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (voir dans le même sens : C.E., 16 décembre 2014, n° 229.569).

6. Appréciation

6.1. L'article 48/3, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 ».

En vertu de l'article 1er, section A, § 2, premier alinéa, de la Convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et entrée en vigueur le 22 avril 1954 [ci-après dénommée la « Convention de Genève »] [Recueil des traités des Nations unies, vol. 189, p. 150, n° 2545 (1954)], telle qu'elle est complétée par le Protocole relatif au statut des réfugiés, conclu à New York le 31 janvier 1967, lui-même entré en vigueur le 4 octobre 1967, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui, « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner ».

6.2. L'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980 dispose notamment comme suit dans sa rédaction en vigueur au moment de l'introduction de la requête :

« Le demandeur d'asile doit présenter aussi rapidement que possible tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande.

Lorsque le demandeur n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres, il sera jugé crédible et le bénéfice du doute lui sera accordé si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

a) le demandeur d'asile s'est réellement efforcé d'étayer sa demande ;

b) tous les éléments pertinents en possession du demandeur d'asile ont été présentés et une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants ;

c) les déclarations du demandeur d'asile sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande ;

d) le demandeur d'asile a présenté sa demande de protection internationale dès que possible, ou a pu avancer de bonnes raisons pour ne pas l'avoir fait ;

e) la crédibilité générale du demandeur d'asile a pu être établie. »

6.3. Il découle de cette disposition, en premier lieu, qu'il appartient au premier chef au demandeur « de présenter aussi rapidement que possible tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande » ; il revient ensuite aux instances chargées de l'examen de la demande d'évaluer les éléments pertinents de celle-ci en coopération avec le demandeur.

6.4. La première condition posée est que le requérant se soit « réellement efforcé d'étayer sa demande ». En l'espèce, le demandeur n'a produit aucun document devant les services du Commissariat général.

6.5. En l'absence de tels éléments de preuve, il convient d'admettre que le Commissaire général ne pouvait que statuer sur la seule base d'une évaluation de la crédibilité du récit, nécessairement empreinte d'une part de subjectivité, pour autant que cette évaluation reste cohérente, raisonnable et admissible et qu'elle prenne dûment en compte les informations pertinentes disponibles concernant le pays d'origine du demandeur ainsi que son statut individuel et sa situation personnelle.

6.6. Le Conseil considère que tel n'a pas été le cas en l'espèce et ne peut dès lors se rallier à la motivation de la décision querellée.

6.7. Le Conseil observe que la partie défenderesse ne conteste pas que le requérant soit de nationalité afghane, qu'il habitait à Kaboul et qu'il est né le 28 février 2002, donc âgé de 17 ans actuellement. Dès lors qu'il est arrivé en Belgique le 10 février 2016, le requérant était par conséquent âgé de 13 ans au moment des faits qu'il allègue à l'appui de sa demande de protection internationale. Il s'agit là d'un élément déterminant dans le cadre de l'analyse des propos tenus par le requérant.

6.8. En ce sens, le Conseil rappelle que « L'examen de la demande d'asile d'un mineur non accompagné doit se déterminer d'après son degré de développement mental et de maturité » (HCR, Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, Genève, 1979, réédition, 1992, § 214) ; « la maturité mentale doit normalement être appréciée compte tenu des facteurs personnels, familiaux et culturels » (ibid., § 216). Or, dans le cas de mineurs d'âge, il y a lieu de tenir une attitude prudente, étant donné que l'examen de la demande d'un « mineur [qui] n'a pas atteint un degré de maturité suffisant pour que l'on puisse établir le bien-fondé de ses craintes de la même façon que chez un adulte » impose « d'accorder plus d'importance à certains facteurs objectifs » (Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, HCR, Genève, 1979, p.55, § 217). Les difficultés particulières soulevées par l'examen d'une demande introduite par un enfant mineur peuvent dès lors amener, « sur la base des circonstances connues » « à accorder largement le bénéfice du doute » (op .cit., p.56, §219). »).

6.9. Compte tenu de ces éléments, compte tenu du manque d'instruction du requérant et du caractère hautement traumatisant des faits qu'il invoque, le Conseil considère qu'il y a lieu en l'espèce d'être extrêmement prudent dans l'appréciation des propos du requérant et de lui accorder un large bénéfice du doute.

6.10. Ainsi, s'agissant de la description de la drogue utilisée par son père, le Conseil, à l'instar de la requête, relève que le requérant l'a constamment décrite sous la forme d'une poudre blanche. De même, s'agissant des violences perpétrées par son père à l'encontre de sa mère, le requérant a exposé qu'à plusieurs reprises son père a battu sa mère suite au constat d'un manque d'argent. Le Conseil ne peut suivre la partie défenderesse en ce qu'elle reproche au requérant son laconisme sur ces événements.

6.11. En ce que la partie défenderesse reproche au requérant de ne pas pouvoir donner de détails sur les clients de son employeur, le Conseil rappelle qu'il y a lieu de tenir compte de l'âge du requérant, qu'il n'était mis au contact de ces personnes que le temps de la danse.

6.12. Compte tenu de l'âge du requérant et de son manque d'instruction, le Conseil estime qu'il a livré un récit relativement précis et empreint de vécu. En outre, il y a également lieu de tenir compte du fait que le requérant est d'ethnie hazara.

6.13. Enfin, s'il subsiste certaines zones d'ombre dans le récit du requérant, le Conseil considère que les déclarations faites par ce dernier tant au cours de ses entretiens individuels qu'au cours de l'audience du 26 mars 2019 sont suffisamment circonstanciées, plausibles et cohérentes.

En conséquence, le Conseil estime que les faits que le requérant invoque comme étant à la base du départ de son pays sont plausibles et les tient donc pour établis à suffisance, le doute devant bénéficier au requérant.

6.14. Dès lors que le requérant affirme craindre un acteur non étatique, à savoir son employeur trafiquant de drogue, il y a lieu conformément à l'article 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 de s'interroger sur la question de la protection qu'il pouvait escompter ou non de la part de ses autorités nationales.

6.15. Il ressort des propos du requérant qu'il s'est adressé à des policiers pour se plaindre des persécutions dont il faisait l'objet mais qu'il n'a obtenu aucune aide dès lors que ces derniers étaient liés à son employeur. Par ailleurs, il ressort du COI Focus Afghanistan, Security situation in Kabul city déposé à l'audience que la criminalité est croissante à Kaboul. On peut ainsi lire dans ce document, en page 9, *Apart from conflict-related violence, Kabul City has seen a rising crime rate : between 2013 and 2016, criminal activity increased by 38%*.

Au vu de ces éléments, et compte tenu du profil du requérant, le Conseil estime qu'il est établi à suffisance que le requérant ne pouvait escompter obtenir une protection de la part de ses autorités nationales.

6.16. Ces constatations rendent inutiles un examen plus approfondi des autres aspects de la demande, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas aboutir à une reconnaissance plus étendue de la qualité de réfugié au requérant.

6.17. Enfin, le Conseil n'aperçoit, au vu du dossier, aucune raison sérieuse de penser que le requérant se serait rendu coupable de crimes ou d'agissements visés par l'article 1er, section F, de la Convention de Genève, qui seraient de nature à l'exclure du bénéfice de la protection internationale prévue par ladite Convention.

6.18. Au vu de ces éléments, le requérant établit qu'il a quitté son pays et en demeure éloigné par crainte au sens de l'article 1er, section A, paragraphe 2, de la Convention de Genève.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La qualité de réfugié est reconnue au requérant.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le quatre avril deux mille dix-neuf par :

M. O. ROISIN,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme L. BEN AYAD,

greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

O. ROISIN